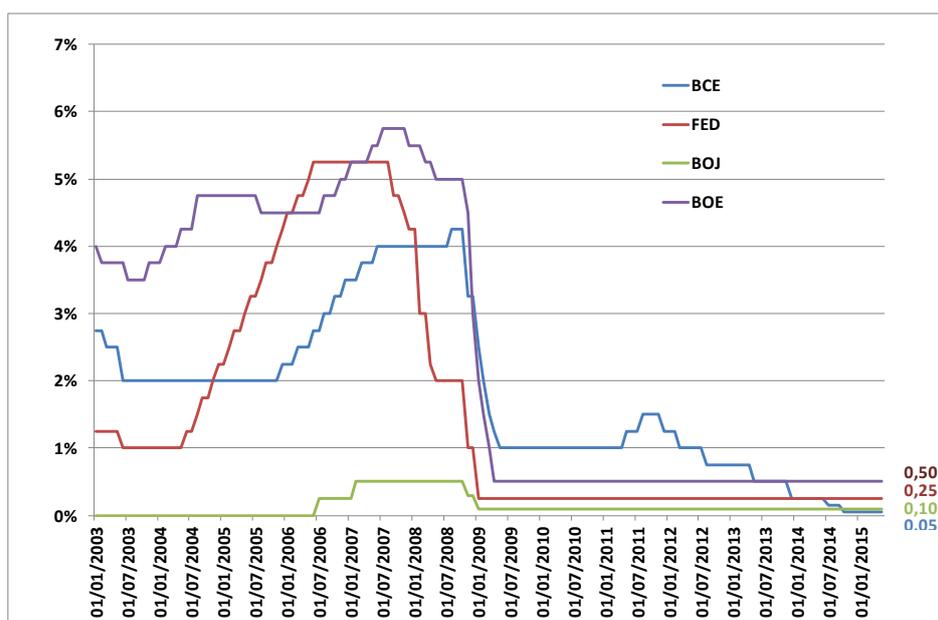


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Taux inchangés et mesures non conventionnelles de politique monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 juin 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire nonconventionnelles : « En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les programmes d'achats d'actifs se déroulent de manière satisfaisante. Comme nous l'avons expliqué à diverses reprises, nos achats d'actifs, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois, devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. En procédant à son évaluation, le Conseil des gouverneurs suivra sa stratégie de politique monétaire et se focalisera sur les tendances en matière d'inflation, abstraction faite des fluctuations, dans un sens ou dans l'autre, concernant les mesures d'inflation, pour autant qu'elles soient considérées comme transitoires et comme n'influant pas sur les perspectives de stabilité des prix à moyen terme. Nos mesures de politique monétaire ont contribué à un assouplissement généralisé des conditions financières, à une remontée des anticipations d'inflation et à des conditions d'emprunt plus favorables pour les entreprises et les ménages. Les effets de ces mesures se font sentir sur l'économie et contribuent à la croissance économique, à la réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une expansion de la monnaie et du crédit. La mise en œuvre intégrale de l'ensemble de nos mesures de politique monétaire apportera le soutien nécessaire à l'activité économique dans la zone euro, ramènera durablement les taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme et renforcera l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : hausse du nombre de chômeurs de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 536 000 en France métropolitaine fin avril 2015. Ce nombre augmente par rapport à la fin mars 2015 (+0,7%, soit +26 200). Sur un an, il croît de 5,1 %.

Europe : le taux de chômage à 11,1 % dans la zone euro et à 9,7 % dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,1 % en avril 2015, en baisse par rapport à mars 2015 où il se situait à 11,2 % et en recul par rapport au taux de 11,7 % du mois d'avril 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage ressort à 9,7 % en avril 2015, stable par rapport à mars 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,3 % d'avril 2014. Eurostat estime qu'en avril 2015, 23,504 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,846 millions dans la zone euro. Par rapport à mars 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 126 000 dans l'UE28 et de 130 000 dans la zone euro. Comparé à avril 2014, le chômage a baissé de 1,545 million de personnes dans l'UE28 et de 849 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, le taux de chômage le plus faible en avril 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7 %), et les plus élevés en Grèce (25,4 % en février 2015) et en Espagne (22,7 %).

Inflation

Zone euro : hausse de l'inflation à 0,3 %

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,3 % en mai 2015, en hausse par rapport au mois d'avril où il était de 0,0 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services (1,3 %, contre 1,0 % en avril) devraient connaître les taux annuels les plus élevés en mai, suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (1,2 %, contre 1,0 % en avril), des biens industriels hors énergie (0,3 %, contre 0,1 % en avril) et de l'énergie (-5,0 %, contre -5,8 % en avril).

France : légère augmentation

En mai 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de nouveau légèrement (+0,2 % après +0,1 %). Sur un an, il s'inscrit en hausse pour le deuxième mois consécutif (+0,3 % après +0,1 % en avril).

Banque de France

Prévisions macroéconomiques pluriannuelles

A partir du 4 juin 2015, la Banque de France diffuse deux fois par an des prévisions macroéconomiques portant sur l'année en cours et sur les deux années suivantes. Selon les projections macroéconomiques pour la France effectuées dans le cadre de l'Eurosystème, après trois années de croissance atone, le PIB croîtrait en moyenne annuelle de 1,2 % en 2015 puis de 1,8 % en 2016 et 1,9 % en 2017.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/previsions-economiques-juin-2015.pdf

États Unis

Amélioration du marché de l'emploi

Le rapport sur l'emploi publié le 5 juin fait état de la création de 280 000 nouveaux emplois non agricoles en mai (contre 255 000 attendus). Le chômage a augmenté, pour s'établir à 5,5 % en mai.

Actualité législative

Arrêté du 20 mai 2015 portant réglementation prudentielle et comptable en matière bancaire et financière en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030673932>

2 – Actualité régionale

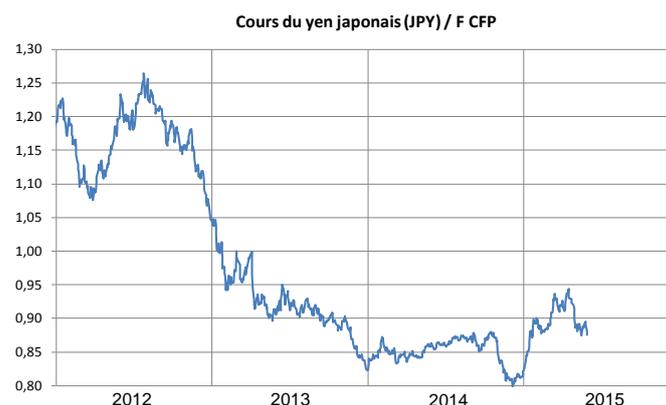
Chine : le yuan renminbi bientôt dans le panier de devises du FMI

Au cours du G7 vendredi 5 juin, les ministres des Finances et banquiers centraux se sont accordés sur la possibilité d'une intégration du yuan renminbi dans le panier de devises du FMI, une fois les études techniques préalables réalisées.



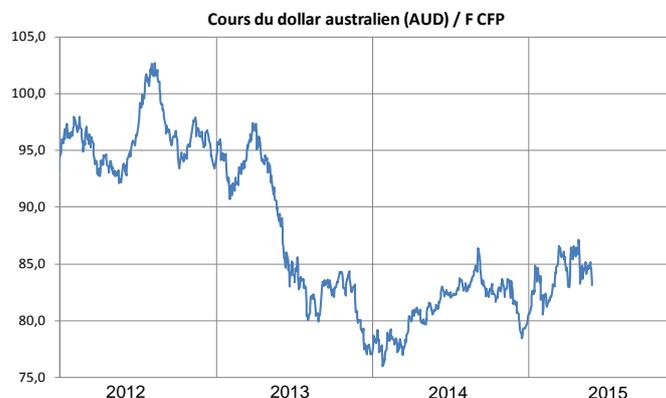
Japon : poursuite des opérations d'achats d'actifs

La Banque centrale du Japon (BoJ) a annoncé le 22 mai 2015 la poursuite de ses opérations d'achats d'actifs (assouplissement quantitatif et qualitatif), afin de garantir un accroissement annuel de la base monétaire de 80 milliards de JPY. Elle procèdera notamment à de nouveaux achats d'obligations japonaises à maturité moyenne de 7 à 10 ans. Selon la BoJ, l'économie japonaise poursuit sa reprise à un rythme modéré ; la production industrielle et les exports progressent du fait d'une demande interne et mondiale accrue. Néanmoins, les effets de l'augmentation de la taxe sur la consommation mis à part, la progression de l'indice des prix à la consommation sur un an s'établirait aux alentours de 0 %, un niveau bien inférieur aux 2 % fixés comme cible d'inflation.



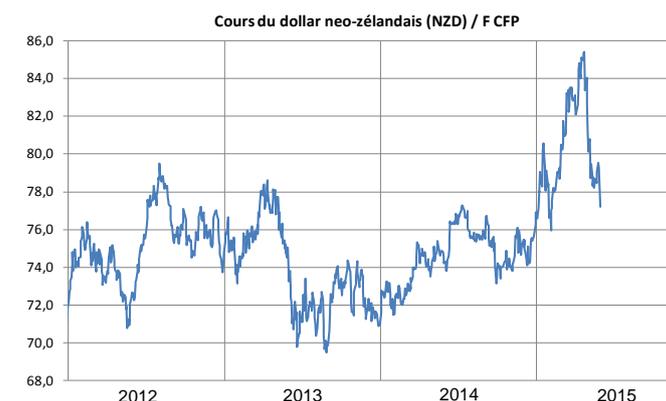
Australie : maintien d'une politique monétaire accommodante

Lors de sa réunion du 2 juin, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu son principal taux directeur à 2,0 %, niveau historiquement bas fixé le mois dernier. Cette politique monétaire accommodante, permise par des projections d'inflation modérées pour l'année à venir, vise à stimuler la distribution de crédit et l'investissement des entreprises. La croissance de l'économie australienne au premier trimestre (+0,9 %, CVS), a effectivement surtout résulté de l'amélioration du solde de la balance commerciale (+24 % CVS, soit 0,5 point de PIB) et d'une meilleure orientation de la consommation des ménages (+0,3 point), tandis que la FBCF a, elle, pesé sur la croissance (-0,3 point).



Nouvelle-Zélande : objectif inflation

Lors de sa dernière réunion du 30 avril 2015, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a laissé inchangé son taux directeur principal, à 3,5 %. Le relèvement du niveau des prix constitue le premier objectif de politique monétaire à moyen terme, dans un contexte de très faible inflation (+0,1 % sur un an au 1^{er} trimestre 2015, -0,3 % en glissement trimestriel). Selon la RBNZ, les prix bas des carburants, combinés à la surévaluation du dollar néo-zélandais et au ralentissement de l'inflation à échelle mondiale, contribuent à l'atonie du niveau général des prix.



3 – Brèves économiques locales

Politique monétaire : le Conseil de surveillance de l'IEOM réuni le 9 juin 2015 à Papeete

Le Conseil de surveillance de l'IEOM s'est réuni le 9 juin 2015 à Papeete sous la présidence d'Anne Le Lorier, sous-gouverneur de la Banque de France, en présence de Nicolas de Sèze, directeur général, ainsi que des représentants de la Polynésie française, Nuihau Laurey, de la Nouvelle-Calédonie, Philippe Gomès, et de Wallis-et-Futuna, Pesamino Foloka. Le Conseil a approuvé le lancement d'un projet de refonte du cadre de politique monétaire de l'IEOM, visant à simplifier les modalités de refinancement, et à moderniser le financement de l'économie dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique. Le contenu opérationnel de cette réforme portera sur les techniques de refinancement des établissements de crédit, les garanties associées à ce refinancement et le dispositif des réserves obligatoires. Le Conseil a par ailleurs maintenu inchangés les taux d'intérêt de l'IEOM.

Fiduciaire : l'IEOM récompensé pour la nouvelle gamme de billets

Lors de la conférence organisée par l'*International Association of Currency Affairs* (IACA) le 13 mai 2015 à Vancouver, l'IEOM s'est vu décerner le second prix 2015 dans la catégorie du meilleur billet ou série de billets pour la nouvelle gamme de F CFP entrée en circulation en 2014. L'IACA décerne tous les deux ans environ des trophées aux différents acteurs du monde fiduciaire (banques centrales, imprimeurs, fournisseurs de sécurités...) afin de récompenser les innovations dans le domaine fiduciaire.

Avenir institutionnel : accord partiel sur la composition du corps électoral au comité des signataires exceptionnel

Le comité des signataires de l'Accord de Nouméa s'est réuni vendredi 5 juin 2015 à Paris, sous la présidence de Manuel Valls, Premier Ministre, et en présence de Mme George Pau Langevin, Ministre des Outre-Mer. Les signataires historiques de l'Accord de Nouméa étaient présents (MM. Deladrière, Frogier, Lèques -par la représentation de Mme Ruffenach-, Loueckhote, Martin, Neaoutyine, Tutugoro et Wamytan), ainsi que les représentants des institutions et des forces politiques calédoniennes, de la présidence de la République et de la direction générale des outre-mer. Les partenaires ont principalement débattus de la composition des listes électorales pour la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté. Ils se sont accordés sur l'inscription d'office des personnes natives de la Nouvelle-Calédonie remplissant un ensemble de critères. Des points de désaccord subsistent sur la composition des listes ; ils seront soumis à une commission consultative d'experts, composée et organisée après avis du gouvernement et du congrès de la Nouvelle-Calédonie. Suite à son adoption en conseil des Ministres le 8 avril dernier, le projet de loi organique relative à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté doit être examiné par le Sénat le 29 juin prochain.

Coopération française : attribution des financements du « Fonds Pacifique » pour 2015

Les financements du Fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique ont été attribués par le comité directeur du Fonds le 11 mars 2015. 39 projets de coopération avec des Etats océaniques ont été sélectionnés, dans les domaines de la lutte contre le changement climatique et la prévention des catastrophes naturelles, de la sécurité sanitaire et alimentaire ou du développement industriel durable, pour un montant total de 145,8 millions de F CFP. Financé par le ministère des Affaires étrangères, le « Fonds Pacifique » est le principal instrument de coopération régionale de la France dans le Pacifique.

Revalorisation salariale dans le secteur bancaire

Les syndicats du secteur bancaire calédonien et le comité local de la Fédération bancaire française sont parvenus le 4 juin 2015 à un accord sur la revalorisation du point bancaire (+1,1 % en juin 2015, +0,4 % en décembre), à l'issue d'une dizaine de jours de mobilisation des salariés de la profession. L'accord prévoit en outre le versement de primes, selon le grade des salariés.

Semaine de l'industrie

La semaine de l'industrie organisée par la Fédération des Industries de Nouvelle-Calédonie s'est déroulée du 4 au 8 mai 2015. Elle a été rythmée par près de 70 visites d'entreprises, des tables rondes et des animations à destination des adhérents et du grand public.

Salon du tourisme

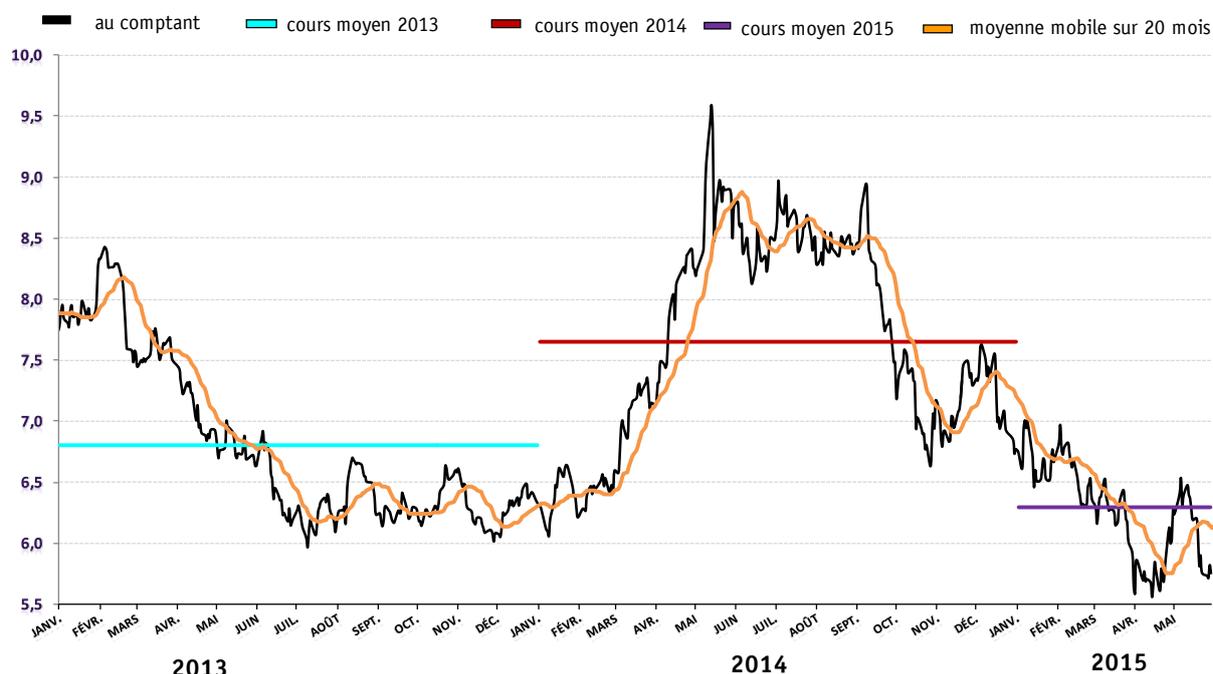
Le 7^{ème} salon du tourisme s'est tenu les 30 et 31 mai 2015 au centre Tjibaou, à l'initiative des GIE Tourisme des trois Provinces. Il a réuni 52 exposants, et attiré plus de 9 200 visiteurs, une progression de plus de 50 % comparativement à l'année passée.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mai-15	104,93	0,0%	0,3%
Nombre de demandeurs d'emploi		avr.-15	7 292	-11,5%	-2,8%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	avr.-15	7 806	-46,7%	-38,0%
	cumulées	avr.-15	42 910	-	0,5%
Importations	mensuelles	avr.-15	27 749	33,1%	17,3%
	cumulées	avr.-15	95 796	-	2,8%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mai-15	6,12	5,7%	-30,5%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mai-15	656	2,5%	-14,4%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	avr.-15	337	-26,2%	-26,0%
	cumulées	avr.-15	1 286	-	-6,3%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	avr.-15	4 811	-49,4%	-29,1%
	cumulées	avr.-15	27 975	-	6,9%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	mars-15	8 979	15,9%	6,6%
	cumulés	mars-15	25 356	-	9,3%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	oct.-14	52 968	1,2%	1,5%
	cumulés	oct.-14	462 520	-	-6,9%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		oct.-14	66,5%	+ 1,9 pt	+ 6,5 pts
• Croisiéristes		déc.-14	421 636	-	9,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21		mai-15	102,11	0,78%	0,61%
• IRL (p)		mai-15	119,99	0,03%	0,09%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	avr.-15	56	-17,7%	-72,3%
	cumulées	avr.-15	167	-	-51,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	avr.-15	89	-14,0%	-71,6%
	cumulées	avr.-15	257	-	-51,6%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mai-15	399	-30,2%	-6,3%
	cumulées	mai-15	2 399	-	-3,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mai-13	mai-14	mai-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	17 063	15 327	18 786	-10,2%	22,6%
Dépôts à vue	243 563	269 548	323 213	10,7%	19,9%
Total M1	260 626	284 875	341 999	9,3%	20,1%
M2-M1	107 687	114 386	120 166	6,2%	5,1%
Total M3	585 563	583 660	645 641	-0,3%	10,6%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-13	mars-14	mars-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	454 194	445 551	454 053	-1,9%	1,9%
Ménages	404 716	409 101	420 475	1,1%	2,8%
Collectivités locales	64 453	78 140	94 881	21,2%	21,4%
Autres agents	15 304	12 771	18 740	-16,5%	46,7%
Total encours sain	938 667	945 564	988 149	0,7%	4,5%
Créances douteuses brutes	19 954	29 676	29 539	48,7%	-0,5%
Total encours brut	958 621	975 240	1 017 688	1,7%	4,4%

Interdits bancaires

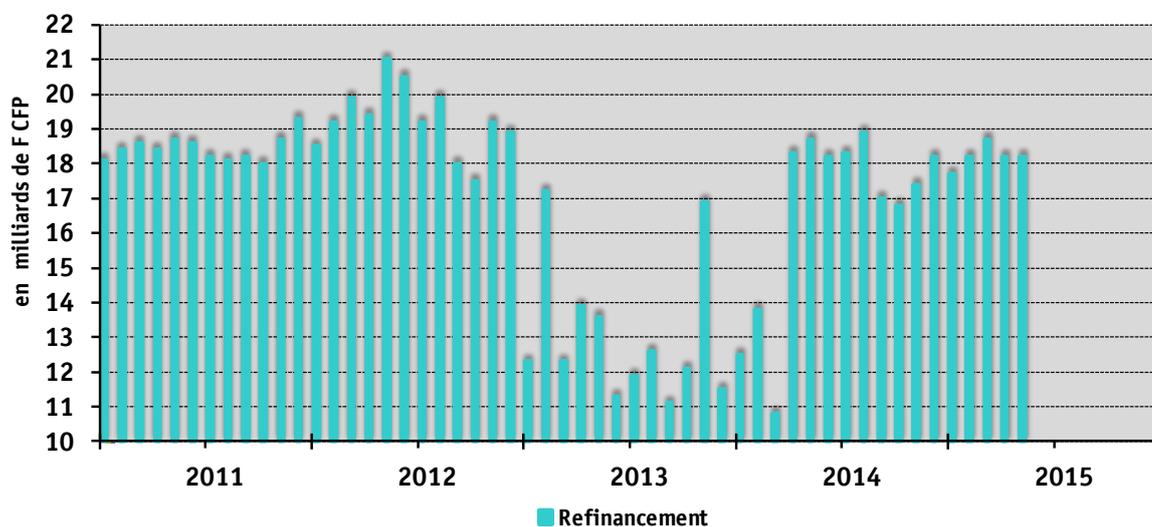
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock mai-15	7 849	0,0%	-0,9%
	dont personnes physiques mai-15	6 940	0,0%	-1,1%
	dont personnes morales mai-15	909	0,2%	0,9%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	mai-15	17 656	0,2%	8,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	mai-15	5 494	0,2%	7,8%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises mai-15	18,2	-0,3%	-2,8%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	mai	104,7	104,9	0,3%
Entreprises				
nombre d'entreprises (a)	mars	55 907	58 104	3,9%
dont entreprises sans salarié	mars	49 268	51 626	4,8%
créations d'entreprises (p)	mars	991	995	0,4%
cessations d'entreprises (p)	mars	1 093	894	-18,2%
liquidations judiciaires	mars	19	29	52,6%
redressements judiciaires	mars	15	10	-33,3%
personnes morales en interdiction bancaire	mai	901	909	0,9%
ventes de ciment (tonnes) *	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes) *	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars	7 904	9 853	24,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mai	3 122	2 351	-24,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	mai	1 448	1 205	-16,8%
Ménages				
emploi salarié (nb) *	déc	89 613	90 093	0,5%
dont secteur privé *	déc	64 239	64 609	0,6%
dont secteur public *	déc	25 374	25 484	0,4%
demandes d'emploi de fin de mois	avr	7 504	7 292	-2,8%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	avr	7 513	7 546	0,4%
chômeurs indemnisés	mars	2 482	2 409	-2,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juin	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	mai	7 020	6 940	-1,1%
décisions retraits cartes bancaires	mai	1 336	965	-27,8%
incidents paiements sur chèques	mai	13 203	11 087	-16,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	mai	2 488	2 399	-3,6%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	mai	5 876	5 947	1,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	8 061	8 664	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 857	3 874	0,4%
Echanges				
nombre de touristes	mars	23 194	25 356	9,3%
nombre de croisiéristes *	déc	385 925	421 636	9,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa *	oct	55,5%	57,0%	1,4 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mai	7,32	6,29	-14,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	mai	8,81	6,12	-30,5%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	avr	1 372	1 286	-6,3%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	avr	5 043	6 230	23,5%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	avr	26 159	27 975	6,9%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	avr	34 596	32 425	-6,3%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	avr	343	167	-51,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	avr	531	257	-51,6%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	avr	40 170	38 911	-3,1%
part de ces produits dans le total des exportations	avr	94,1%	90,7%	-3,4 pts
total des importations (M FCFP)	avr	93 199	95 796	2,8%
total des exportations (M FCFP)	avr	42 677	42 910	0,5%
taux de couverture	avr	45,79%	44,79%	-1,0 pts
recettes douanières (M FCFP)	avr	15 444	16 153	4,6%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	mai	269 548	323 213	19,9%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	mai	284 875	341 999	20,1%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	mai	399 261	462 165	15,8%
Dépôts à terme	mai	184 399	183 476	-0,5%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	mai	583 660	645 641	10,6%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	mai	3 892	4 579	17,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	mars	3,41%	2,88%	-0,5 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	mars	4,14%	3,97%	-0,2 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	mars	3,43%	3,35%	-0,1 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	mars	7,55%	7,12%	-0,4 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	mars	975 240	1 017 688	4,4%
Ménages	mars	409 101	420 475	2,8%
dont crédits à la consommation	mars	73 067	72 927	-0,2%
dont crédits à l'habitat	mars	330 345	341 655	3,4%
Entreprises	mars	445 551	454 053	1,9%
dont crédits d'exploitation	mars	75 727	74 119	-2,1%
dont crédits d'investissement	mars	235 266	239 697	1,9%
dont crédits à la construction	mars	118 243	127 298	7,7%
Collectivités locales	mars	78 140	94 881	21,4%
dont d'investissement	mars	76 203	92 917	21,9%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	12 771	18 740	46,7%
créances douteuses brutes	mars	29 676	29 539	-0,5%
taux de créances douteuses brutes	mars	3,0%	2,9%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	mars	704 200	737 412	4,7%
Ménages	mars	379 544	391 212	3,1%
Sociétés	mars	216 922	239 839	10,6%
Autres agents	mars	107 734	106 361	-1,3%
dont assurances-vie	mars	108 353	116 246	7,3%

(a) données actualisées ; (p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2014/2013

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux	date d'effet
	29/05/2015	30/04/2015	Var. M-1	banques métropolitaines	banques locales		
EONIA	-0,0800%	-0,0270%	- 0,053 pt	6,60%			15/10/2001
EURIBOR 1 mois	-0,0590%	-0,0400%	- 0,019 pt				
EURIBOR 3 mois	-0,0120%	-0,0050%	- 0,007 pt				
EURIBOR 6 mois	0,0490%	0,0640%	- 0,015 pt				
EURIBOR 12 mois	0,1600%	0,1710%	- 0,011 pt				

taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal 2015		taux	JORF
	mai-15	avr.-15	Var. M-1	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	autres cas		
TMO	1,1200%	0,6600%	+ 0,460 pt	4,06%	0,93%		27/12/2014
TME	0,9200%	0,4600%	+ 0,460 pt				

Définitions
EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

devise	USD			JPY			GBP			
	date	29/05/2015	30/04/2015	31/03/2015	29/05/2015	30/04/2015	31/03/2015	29/05/2015	30/04/2015	31/03/2015
taux JJ		0,170%	0,125%	0,085%	nd	nd	nd	0,415%	0,520%	0,480%
3 mois		0,280%	0,430%	0,325%	nd	nd	nd	0,620%	0,650%	0,770%
10 ans emprunts phares		2,110%	2,100%	1,940%	0,400%	0,340%	0,400%	1,800%	1,870%	1,560%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Prêts-relais	4,73%	Découverts en compte	13,28%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,15%	Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,04%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	108,7801	1 NZD/XPF	77,4630	1 HKD/XPF	14,0304	1 GBP/XPF	165,9690	
100 JPY/XPF	87,7762	1 AUD/XPF	83,2276	1 SGD/XPF	80,6350	100 VUV/XPF	103,8739	1 FJD/XPF	52,3523